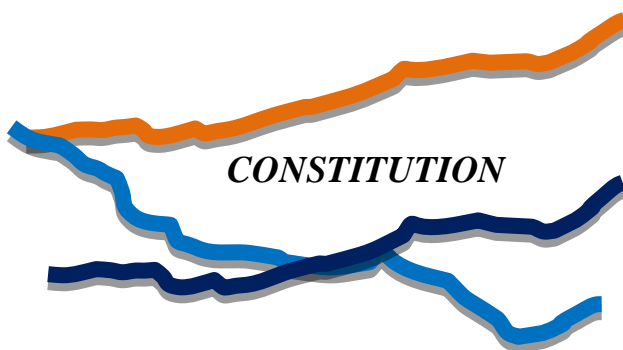


Louis Peretz Ivan Assouline

6 E REPUBLIQUE

**Conversation pour
Faire bouger les lignes**



CONVERSATION CITOYENNE

Après une première carrière d'opérateur photographe, reportage et portraitiste, Louis Peretz a donné des cours d'image en trois dimensions à l'Université de Paris VIII-Saint-Denis pour la modernisation d'un système stéréo photographique (3D). Suivi de la parution d'un livre sur ce sujet édité par les éditions du Centre Nationale de la Recherche Scientifique (CNRS). Il entame une deuxième carrière avec un Diplôme d'études supérieures scientifique (DESS d'analyse des systèmes d'informations obtenu à l'Institut de l'administration des entreprises (IAE) de l'Université de Paris I- Sorbonne).

Il estime nécessaire de changer les institutions, pour redémocratiser la République et retrouver ses valeurs humaines en poussant la citoyenneté jusqu'au bout, c'est-à-dire en donnant la maîtrise complète et quasi directe du peuple sur son destin. L'institution d'une Assemblée nationale dite « référendaire », fidèle représentation du peuple, en serait le fer de lance.

Ivan Assouline, 24 ans, après des études dans une école de journalisme, est devenu rédacteur en chef d'une « newsletter » éditée sur le Net.

Ce livre a été publié sur www.bookelis.com

ISBN : 979-10-227-2154-7

© Louis Peretz

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction,
intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu
de ce livre

Sommaire

POURQUOI UNE 6^e REPUBLIQUE ? P 8

La République malade

LE GRAND SOIR ? P 12

LE SYSTEME POLITIQUE P 16

République démocratique ou démocratie républicaine

DEFICIT DU SYSTEME DEMOCRATIQUE P 23

Répartition des pouvoirs en démocratie

Pour le peuple

Par le peuple

La morale en politique

Patriotisme, fraternité, égalité

PRESSIONS ANTI DEMOCRATIQUES P 45

Carcan politique des institutions

Carcan capitaliste du patronat

Carcan économique-sociétal

Lobbies et pressions de la finance

Carcan de l'Union européenne

Autres pressions

VOTES EN DEMOCRATIE P 79

*Légitimité et rôles d'une Assemblée nationale élue au
suffrage universel*

Illégitimité du vote majoritaire à deux tours

PLAN B P 94

Grands changements 98

Référendum 113

Représentativité 118

Suppressions, modifications, 120

*Suppression de l'élection du président de la République
au suffrage universel*

Suppression du vote majoritaire à deux tours

Suppression des lois organiques

Ratification des traités

Suppression du sénat

Suppression des articles 49-3 et 44 et 16

Renouveau de la souveraineté économique

NOUVELLE CONSTITUTION ? P 130

Une Assemblée nationale référendaire, solution d'avenir ?

Comparatif des Assemblées Nationale actuelle et future

Rôle et pouvoirs de l'assemblée référendaire

CONSTITUANTE P 145

Promouvoir la nouvelle Constitution

ANNEXE P 156

Doléances démocratiques et Républicaines

**Modèles de listes du système électoral d'une Assemblée
référendaire**

**Récapitulatif de représentativité d'une Assemblée
référendaire**

En exergue

CORRESPONDANCE P 166

PRINIPAUX ARTICLES P 192

Bibliographie P 230

Avant-propos

Une Constitution doit correspondre à chaque époque à une organisation de la société à l'aide d'institutions qu'elle établit pour le long terme pour répondre à des principes admissibles par tous, utile à tous, mais qui peuvent évoluer selon les circonstances. La constitution entièrement renouvelée qui figure en fin de livre doit être vue comme un recours, un plan B, une façon pour notre société qui s'étirole de se reprendre en main. On y trouvera aussi des témoignages de quelques sympathisants enthousiastes, prêts à s'impliquer pour mettre en pratique la solution qui est proposée.

« ceux qui ne participent pas à la bataille, participent à sa défaite »

(Brecht)

POURQUOI UNE 6^e REPUBLIQUE ?

La république malade

Ivan Assouline. Vous faites partie des nombreux Français qui ont attendu avec espoir l'avènement d'une 6^e République dès les années 2000. Un tel événement qui a lieu généralement après une guerre ou une révolution, semblait déjà nécessaire à une partie de la population.

L.Peretz. Depuis ces années le mécontentement augmente. Le pouvoir d'achat moyen, qui avait fortement augmenté pendant les « trente glorieuses » stagne depuis 1975. Et pour certaines catégories sociales défavorisées, il baisse. Alors que celui des classes supérieures continuait à augmenter sur la lancée de la croissance. Les écarts entre les extrêmes de cette classe moyenne se sont creusés et se creusent encore.

I.A La République ne tient plus ses promesses de Liberté, Egalité, Fraternité. Seul le principe de Liberté a gardé une certaine validité, mais essentiellement tournée vers l'Entreprise. Les échanges marchands de plus en plus libérés, s'accroissent. Il faudrait revivifier l'ensemble de notre devise républicaine. La Liberté, qui s'est inscrite dans notre système démocratique, comme un droit fondamental du citoyen, est encadrée par des lois trop nombreuses. Il ne faut pas oublier la Laïcité, une exception française issue de la Révolution, mais affirmée en 1905. La Fraternité s'estompe depuis la fin de la dernière guerre. Une nouvelle république suppose de raviver ces valeurs en partie

perdues. C'est vers les députés, qui en démocratie, ont normalement la République en charge qu'il faudrait donc se tourner.

L.P Malheureusement ceux-ci n'en peuvent mais dans le contexte actuel de la répartition des pouvoirs. A supposer qu'ils entendent bien les revendications. Arnaud Montebourg, dans les années 2000, a lancé l'idée d'une 6^e République, la Convention pour une 6^e République, (C6Ren reprenant les principes de la Charte de Conseil national de la Résistance, le CNR.

L.P La souveraineté républicaine est en effet plus difficile à maintenir, dans le cadre de notre constitution actuelle. C'est l'objectif des auteurs comme Paul Quilès dans « les 577 » et Bastien François et Arnaud Montebourg, dans « La Constitution de la 6^e République », deux des nombreux ouvrages qui dénoncent les défauts de notre constitution actuelle. Ils démontrent dans ces livres, articles constitutionnels à l'appui, que le pouvoir de l'Assemblée nationale actuelle qui prétend être celui du peuple souverain, a été réduit.

I.A D'autres comme André Lang craignant de retomber dans le parlementarisme de la IV^e république qu'il juge excessif, préconise un régime entièrement présidentiel à l'Américaine. Mais il ne correspond pas à la tradition française. Nous verrons qu'il y a d'autres propositions de changement radical de société. En quoi notre constitution actuelle devrait être en cause ?

L.P Dans le préambule la République est affirmée comme Une et Indivisible. C'est autour d'une constitution qu'un pays s'est construit. Or notre société va à vau l'eau. De nombreux ouvrages confirment la réalité d'un sentiment d'injustice sociale ressentie même par ceux qui n'en souffrent pas directement.

I.A Vous pensez qu'une nouvelle constitution permettrait de rétablir ces principes unitaires dans leur sens historique qui ont toujours fait la France depuis la Révolution ?

I.A Les soi-disant réformes engagées par tous les gouvernements dont on nous rebat les oreilles depuis des dizaines d'années, destinées à « redresser » le pays, ne produisent apparemment pas d'effets, si l'on en croit la persistance de cette antienne dans les discours politiques. Sans mesures réellement appropriées, sans grand changement, ce que vous appelez, faire bouger les lignes, la république continuerait donc à se déliter. Les partis politiques quand ils sont dans l'opposition, estiment qu'ils pourraient mieux faire s'ils arrivent au pouvoir. Il faut s'interroger sur leur incapacité à le réaliser chaque fois qu'ils y parviennent.

L.P On attendait depuis ces années 75-80 des améliorations promises officiellement entre autres par les différents traités européens.

I.A Toute la difficulté vient de notre système et des institutions qui ne jouent plus leur rôle de régulation. La société est bloquée avait dit Jacques Chaban-Delmas en son temps. Les traités européens n'ont fait qu'accentuer le phénomène.

L.P Devant le peu d'avancées sur d'éventuelles améliorations, qu'on aurait pu espérer d'une Europe promise forte et unie, le mécontentement s'est exprimé par un Non au Traité constitutionnel européen en mai 2005. On peut considérer cette réponse comme un appel à un retour à une souveraineté républicaine qui ne se reconnaît plus dans cette Europe bureaucratique, dominatrice et lointaine. Notez que le Traité de Maastricht n'a été approuvé par référendum en 1992 qu'à une faible majorité. Ceci malgré de fortes incitations officielles en faveur du OUI.

I.A Une grande partie de la population craignait, à juste titre, une Banque centrale européenne indépendante instaurée par ce traité. Mais François Mitterrand, dans la continuité des engagements des gouvernements précédents a incité à son approbation, peut-être dans l'espoir d'un progrès substantiel en intégrant l'Union européenne, avec une Allemagne récemment réunifiée. Avait-il prévu que l'Union européenne dépassant le simple système d'échange du marché commun, se transformerait en une union européenne financièrement dominatrice ?

L.P Au prix d'une certaine perte d'indépendance. Le « vivre ensemble » dans la cité, qui est le sens du mot « République », le lieu et le genre de vie des citoyens, s'est en effet dégradé depuis sous l'influence de nombreuses pressions comme on va le voir. Nos dirigeants ne parviennent pas redonner confiance en l'avenir d'un pays sur lequel ils n'ont plus prise. En particulier le pouvoir régalien de battre monnaie a disparu. Ce n'est pas une incidence secondaire. Je démontre même le contraire par ailleurs, dans un ouvrage dédié à l'Economie. La croissance moyenne de tous les pays européens a commencé à décliner, malgré quelques petits rebonds occasionnels, depuis quelques décennies.

I.A Le malaise se généralise. Certains réclament un grand changement, sans trop savoir lequel, ni comment s'y prendre, si ce n'est, pour des responsables politiques et les auteurs évoqués, à instaurer cette VI e République, dont on reparle à nouveau, comme un remède à la crise économico-sociale de notre pays. La solidarité entre les pays de l'U.E, s'est effritée sous l'influence de la compétitivité économique, de la concurrence libre et non faussée.

L.P Depuis la crise de 2008, l'Union européenne ne parvient pas à trouver un minimum de cohésion. Comment faire sortir le pays du marasme, rétablir un minimum de croissance bénéfique pour tous ? La perspective d'une union européenne progressiste a fait accepter d'avance, quoi qu'avec un enthousiasme limité, une

certaine perte de souveraineté. On voit maintenant que les avantages d'une européanisation ne se sont concrétisés que pour les grandes entreprises, et principalement les multinationales, sans profiter réellement aux populations dans leur ensemble. Les mots d'Egalité, Fraternité inscrits au fronton de la République, une et indivisible, se sont estompés. D'où le sentiment d'une perte d'identité républicaine. La perte de souveraineté, transféré en partie à Bruxelles, entraîne une perte démocratique.

I.A Il n'est pas inutile de rappeler qu'un mécontentement de grande ampleur, porté par un « cahier de doléances » avait atteint toutes les couches de la population avant la Révolution de 1789. Sommes-nous à la veille d'une révolution ?

LE GRAND SOIR ?

L.P Il y a des similitudes. Les clubs, les pétions qui préparaient le raz de marée de la période révolutionnaire ressemblent à ce qui existe actuellement avec les réseaux sociaux, et les associations et groupes de réflexion présents le plus souvent sur les réseaux sociaux, qui groupent ceux qui recherchent des alternatives aux caps choisis par nos dirigeants. De nombreuses pétitions circulent sur internet. Mais je crois que le terme « révolution » est excessif. Je préfère l'expression changement de paradigme. Ou alter économie. Ou encore, un autre monde. Le temps des barricades me semble révolu. En 1789, il y avait en plus de la pauvreté, du poids des impôts, des graves problèmes de famine. Nous n'en sommes pas là. Grâce aux « restos du cœur », aux aides sociales privées et publiques, et au progrès de l'agriculture, on ne meurt pas de faim en France.

I.A La population est sous l'emprise des jeux médiatisés, - des jeux et du pain, comme on disait à l'époque romaine. Obnubilée par le sport et ces jeux « in live » à la télévision, sur Internet, la population est démoralisée souffrant d'une sorte de

léthargie nostalgique d'une époque faste qui a fait suite à la dernière guerre.

L.P Vous évoquez certainement ce qu'on a appelé les « trente glorieuses », qui a disparu peu après les années 1975. La jeune génération trouve une compensation ludique par la messagerie individuelle et portable. Qui agit certainement comme une compensation. Ce fatalisme ressemble à ce que La Boétie a analysé dans « La servitude volontaire ». La conscience populaire a peur des bouleversements violents dont on sait que dans le passé ont surgi des dictatures.

I.A Autrement dit pas de « grand soir » auquel de nombreux citoyens aspirent ? Une 6^e république pourrait-elle être proclamée sans violence ? Vous pensez peut-être à une sorte de révolution de palais ?

L.P Je crois effectivement à une sorte de « révolution des œilletons » qui a instauré un autre modèle de société au Portugal sans autres violences que des manifestations de rues. Pour être prêt, en pareil cas il me paraît nécessaire d'analyser ce qui ne va pas dans notre démocratie, pour pouvoir instaurer, comme en Tunisie ou en Islande un nouveau modèle de société, en changeant de Constitution.

L.P Le malaise dure et semble s'amplifier. Encore faut-il qu'il y ait des propositions, des perspectives, suffisamment précises pour qu'elles s'enracinent dans la conscience collective et prennent le risque d'un bouleversement. Pour le moment la base est intellectuelle. Elle garde un caractère incantatoire. On entend souvent des phrases qui résument les sentiments désabusés dans la population : « Rien ne va plus.... On va droit dans le mur... On n'est pas écouté... On n'est pas représenté... Les politiques ne sont que des professionnels qui ne s'occupent que de leur carrière »... Et les fameux « tous pourris. » Et « la France qui tombe, etc. ». Ces sentiments sont confirmés par les analyses et

sondages que des politologues, des journalistes, reprennent dans de nombreux ouvrages que je cite en annexe.

I.A II faut s'interroger sur les origines de la situation actuelle, sur le mauvais fonctionnement de notre démocratie, sur l'inefficacité des mesures étatiques prises par nos gouvernements successifs depuis des décennies.

L.P Il y a deux phénomènes, d'ailleurs liés, qui enflent depuis des décennies, la perte d'emploi, le travail dévalorisé en tant que tel, et la baisse du pouvoir d'achat d'une partie de la classe moyenne.

I.A Depuis longtemps aux mains de dirigeants impuissants à donner satisfaction à la population sur le plan social, économique et moral, la politique est déconsidérée.

L.P C'est le système politique qui a la responsabilité de gérer la vie quotidienne de chaque individu d'une nation qui en est responsable. A l'édition de la présente conversation j'annexerai une bibliographie toute aussi alarmante, qui montre que les choses ne cessent d'empirer. Vous verrez qu'on peut rattacher le début de ce type de parutions aux années 90. La plupart traitaient de la maladie de la démocratie comme cause du malaise républicain. C'est la société toute entière qui semble perdre ses repères. La violence sociale est en progression. Comment admettre le chômage de masse, les suicides en entreprises y compris dans le monde agricole, et même dans la police. Comment admettre, c'est le plus grave à mon sens, les attaques contre une institution qui marque la plus importante conquête de notre civilisation, l'Ecole, quand par exemple, des écoles ont été dégradées et même incendiées ? Quand des voitures ont été incendiées et les pompiers accueillis à coups de pierres dans certains quartiers de banlieue ? Que la drogue continue ses ravages.

P. C Problème de civilisation ?

L.P Certains disent qu'en effet le modèle de notre monde occidental est en déclin. Si c'est le cas, pourquoi ne pas chercher que cette évolution se fasse dans les meilleures conditions ? C'est-à-dire, renouer avec une certaine croissance, bien tempérée, pour tenir compte de l'écologie, seul moyen de redonner confiance en l'avenir. Je répète ce qu'on dit à l'envi, la confiance a disparu. Ce terme résume l'importance des problèmes.

I.A Comment faire pour redonner confiance ? La confiance ne se décrète pas. Les autres pays occidentaux ne sont-ils pas impliqués dans le même processus de dégradation ? Ce sont des démocraties aussi. Que pourrait faire la France seule, même si son système démocratique rejoint celui des autres pays ?

L.P La France a historiquement montré à plusieurs reprises vers quel progrès aller. Cela, à mon avis, reste son rôle. C'est pourquoi j'ai imaginé en plus d'une constitution rénovée, un modèle de démocratie réelle avec « l'Assemblée référendaire » qui donnerait tous pouvoirs aux citoyens.

LE SYSTEME POLITIQUE

République démocratique ou démocratie républicaine ?

I.A Il y a dans les expressions république démocratique ou démocratie républicaine des vues divergentes. Certains pays se disent démocratiques uniquement parce qu'il y a des élections au suffrage universel. C'est un premier pas, indispensable mais pas suffisant.

L.P Tout dépend des conditions de l'application de notre régime, de la façon d'exercer le pouvoir démocratique. Qui parvient au pouvoir, et comment il est attribué et exercé. Que dire par exemple de la république iranienne ou russe ? Ou de